

DIRECCTE Aquitaine

Sommaire

- [1- Conjoncture Emploi](#)
- [2 – Conjoncture Économique](#)
- [3 – Climat social](#)

« Conjoncture Economique et sociale en Aquitaine »

➤ ➤ ➤ L'ESSENTIEL ➤ ➤ ➤

Les PLUS

- Stabilisation du nombre de demandes de chômage partiel en septembre et octobre
- Le nombre de contrats aidés dans le secteur non marchand suit la progression souhaitée
- Le secteur des énergies « propres » se développe

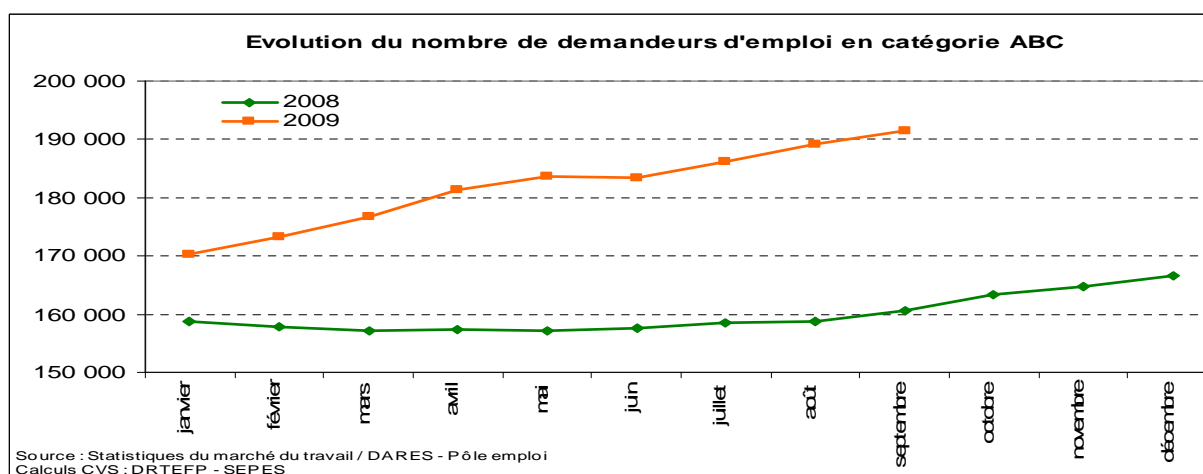
Les MOINS

- Le nombre de demandeurs d'emploi poursuit sa hausse : +1,2% en un mois, +19% en un an (fin septembre).
- Les difficultés perdurent dans la majorité des secteurs d'activité, le secteur de l'aéronautique est particulièrement touché
- Certaines entreprises sont depuis plusieurs mois en chômage partiel

1- Conjoncture Emploi



- Marché du travail



En données brutes, fin septembre 2009, 192 000 personnes sont inscrites à Pôle emploi et tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi. Parmi elles, 122 763 sont sans emploi (catégorie A) et 69 237 exercent une activité réduite (catégories B,C). Globalement, le nombre de demandeurs d'emploi sans emploi ou exerçant une activité réduite (catégorie A, B, C) a augmenté de 1,2% par rapport à août 2009, soit 2 315 demandeurs d'emploi supplémentaires. Sur un an, l'Aquitaine compte 19% demandeurs d'emploi de plus : hausse légèrement inférieure au niveau national (+21%). Ce sont toujours les jeunes et les hommes les plus touchés.

Le taux de chômage est en progression constante depuis un an : de 7,2 à 8,7% (+1,5 pts) en Aquitaine, proche de la moyenne de la France métropolitaine (7,3 à 9,1%, +1,8 pts).

Les entrées sur les listes de Pôle emploi continuent de progresser : **en cumul depuis le début de l'année**, les inscriptions ont augmenté de 11% par rapport à la même période de 2008.

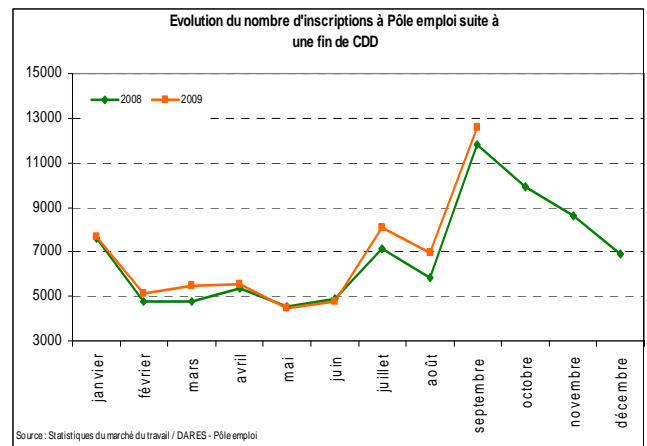
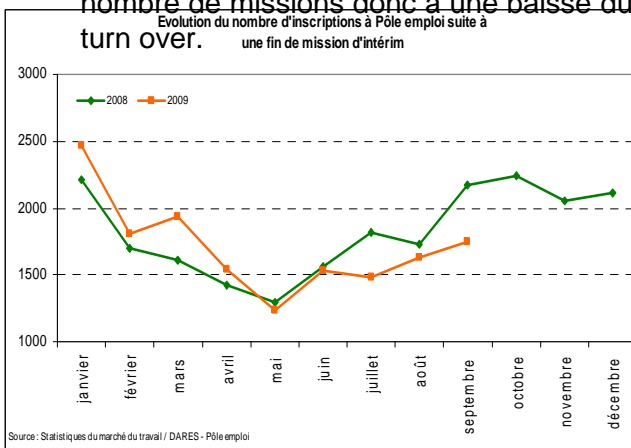
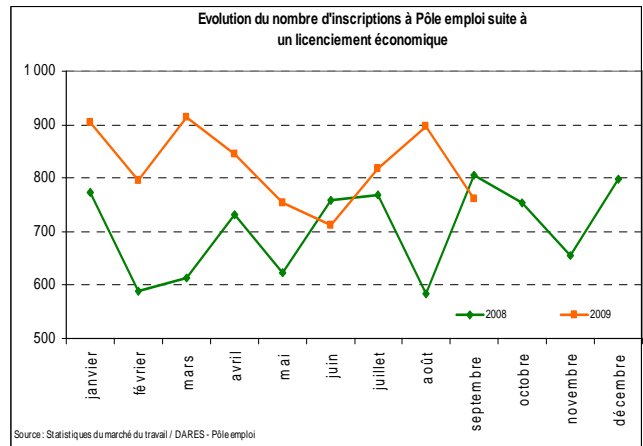
	Cumul janvier - septembre 2009	Evol cumul (en %)	Part (%)
Ensemble	226 448	10,8	100,0
Fin CDD	60 765	7,1	26,8
Reprise activités	18 717	19,3	8,3
Fin de mission d'intérim	15 377	-0,9	6,8
Premières entrées	14 603	22,5	6,4
Licenciements économiques	7 397	18,4	3,3

Source : STMT / Pôle emploi - DARES

Contrairement aux idées reçues, la proportion de nouvelles entrées à Pôle Emploi suite à un licenciement économique n'est que de 3,3% du flux d'entrées cumulés depuis le début de l'année. Ce flux cumulé a augmenté en un an de 18,4%, plus que la moyenne des entrées mais moins que les reprises d'activité et les premières entrées.

Le flux de fin de CDD reste très important en raison de la durée plus ou moins longue des contrats.

L'observation mois par mois de ces flux met en évidence l'impact de la crise selon le motif d'entrée à Pôle Emploi. Les entrées suite à licenciement économique représentent un faible poids parmi les motifs d'entrées mais sont plus nombreuses que l'an passé sans suivre systématiquement la même tendance que le même mois en 2008. Le poids des fin de CDD est important, légèrement supérieur à l'an passé, le flux suit la même saisonnalité. Les flux de fin d'intérim suivent une saisonnalité, leur niveau par rapport à 2008 était supérieur à l'an passé jusqu'en mai et inférieur depuis : ce changement de tendance peut être fortement lié à la diminution du nombre de missions donc à une baisse du turn over.



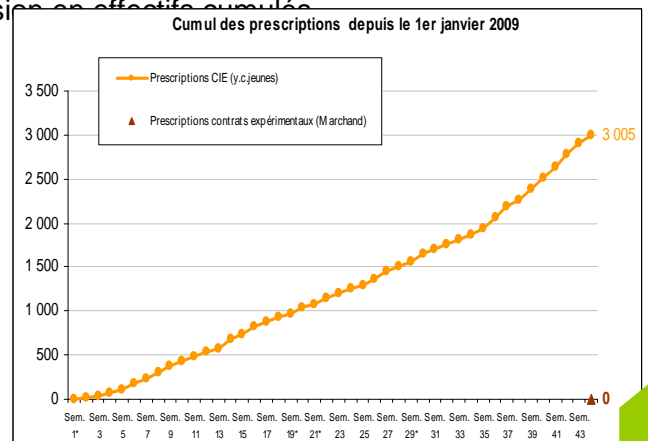
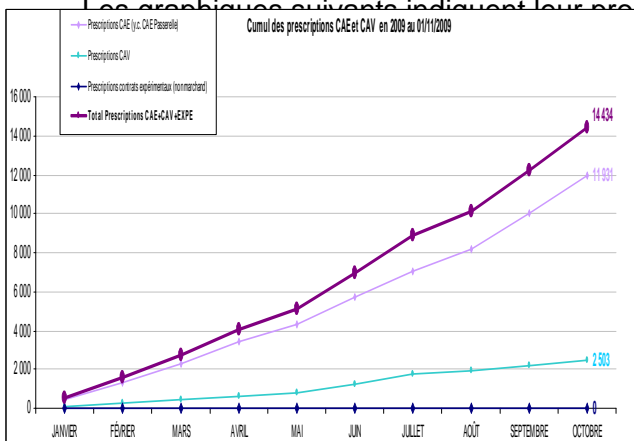
- Suivi des contrats aidés

Au 2 novembre, le nombre total de contrats non marchands conclus depuis le début de l'année est de

14 434 dont 11 931 CAE et 2 503 CAV.

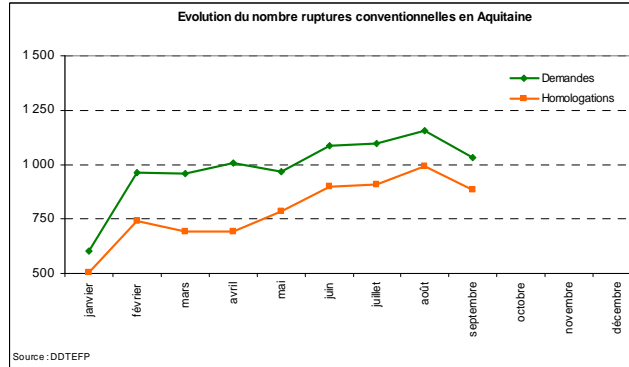
Les contrats marchands, plus difficiles à conclure en période de crise, sont au nombre de 3 005 pour la même période.

Les graphiques suivants indiquent leur progression en effectifs cumulés.



- Rupture conventionnelle

Depuis la mise en place de cette mesure, le nombre demandes de ruptures conventionnelles a augmenté chaque mois jusqu'en Août pour fléchir en septembre et atteindre le millier.



Les ruptures conventionnelles en GIRONDE

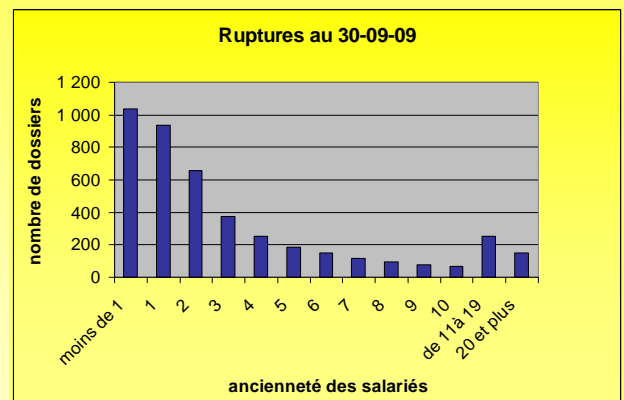
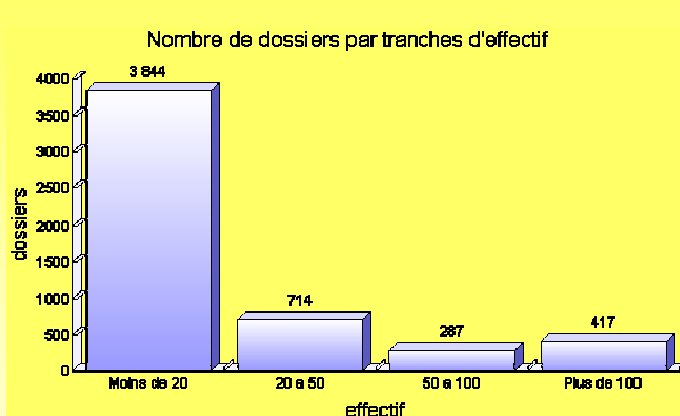
Il y a eu 502 demandes de rupture conventionnelle en Gironde en septembre pour 1034 demandes en Aquitaine. Le nombre de demandes traitées de janvier à septembre 2009 est de 8 873 en Aquitaine dont 4 374 en Gironde.

Au cours de cette période, les secteurs d'activité qui ont déposé le plus grand nombre de demandes d'homologation en gironde sont les suivants :

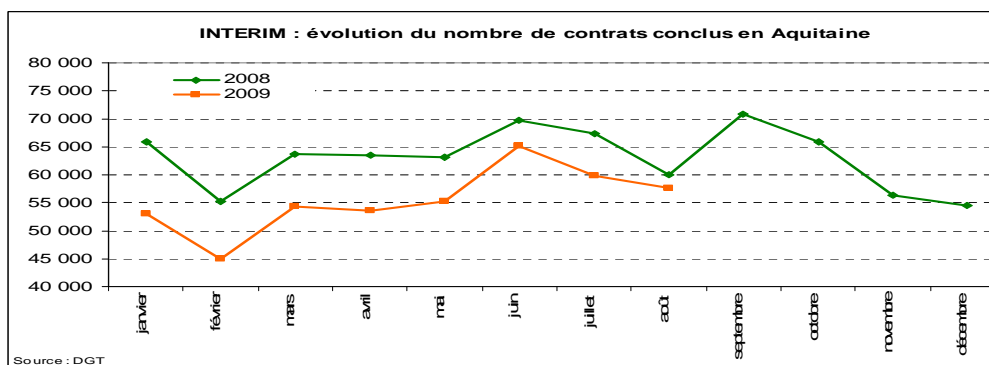
- le BTP : plus de 700 demandes
- le commerce de détail : 500
- les services : plus de 400
- le commerce de gros : 400
- les Hôtels, cafés, restaurants : 300

Le plus grand nombre de dossiers émane des entreprises de moins de 20 salariés . Les salariés, quant à eux ont majoritairement une ancienneté inférieure à 3 ans comme le montre le graphique ci-dessous.

Demandes d'Homologation traitées Janvier à fin juillet 2009



- Intérim



En août, l'écart entre le nombre de contrats d'intérim conclus en 2009 et 2008 a sensiblement diminué par rapport aux mois précédents, les chiffres de septembre permettront néanmoins d'avoir un point de vue plus pertinent que ce qu'autorise la période estivale.

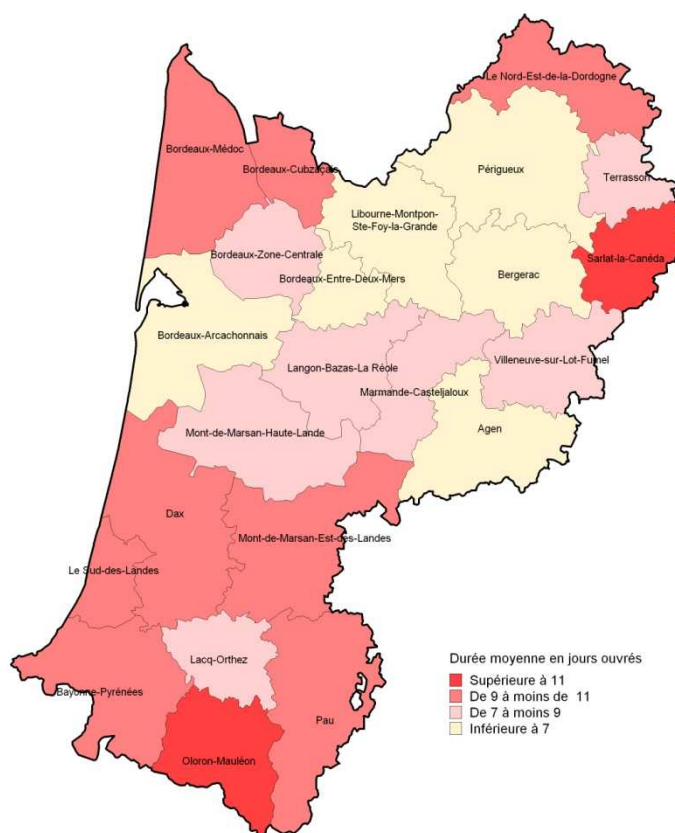
Le nombre de contrats conclus au premier semestre 2009 a diminué de 15% par rapport au même semestre de 2008. C'est le département des Pyrénées-Atlantiques qui est le plus affecté avec un quart de contrats conclus en moins

Les Landes semblent moins touchées avec tout de même une baisse de 12%. En Aquitaine, l'emploi intérimaire ne représentait plus que 23 000 emplois en équivalents temps plein (EETP) contre 28 000 un an auparavant, soit une baisse de 18% en un an.

Les secteurs les plus impactés par la baisse des embauches en intérim depuis le début de la crise sont l'industrie, les activités immobilières et le transport. En revanche, les services aux particuliers et l'éducation – santé – social sont les seuls secteurs à enregistrer un maintien de leurs effectifs, mais également les durées de mission les plus courtes.

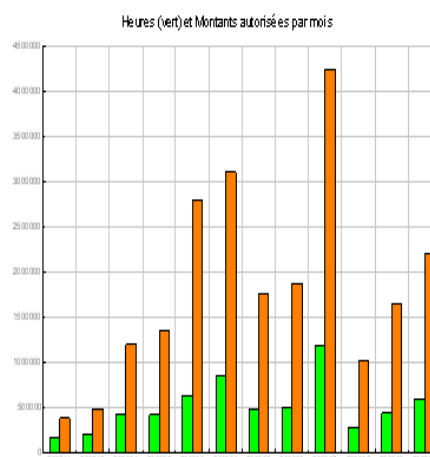
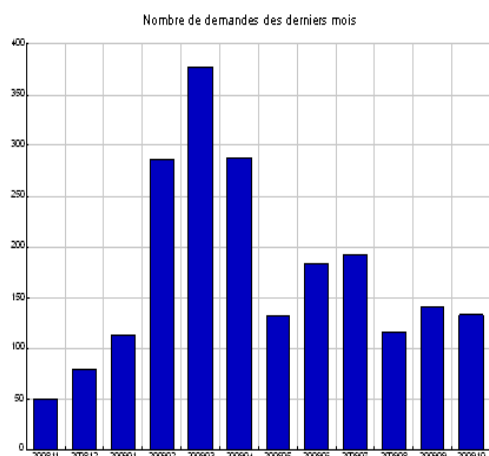
Le taux de recours à l'intérim diminue dans tous les secteurs d'activité sans aucune exception mais reste plus élevé dans la construction. Enfin, la durée des missions a globalement diminué depuis un an et ce, dans tous les territoires.

Durée moyenne des missions par zones d'emploi en juin 2009



- Chômage partiel dans les entreprises

En octobre, le nombre de demandes de chômage partiel est globalement identique à celui du mois précédent, par contre le nombre d'heures demandées s'est légèrement accru.



Les secteurs d'activité potentiellement les plus impactés en novembre par le chômage partiel sont sensiblement les mêmes que le mois dernier mais avec des effectifs concernés et un nombre d'heures souvent plus élevé.

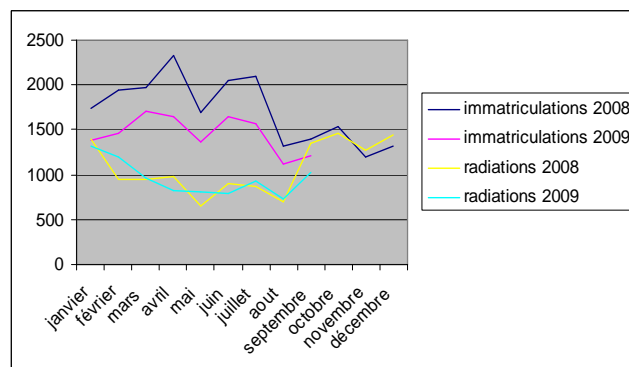
Le tableau ci-dessous utilise la nouvelle nomenclature NAF en 88 postes, les libellés peuvent ainsi être différents comme c'est le cas pour le secteur le plus impacté, fabrication de matériel de transport qui correspond globalement à la construction navale, ferroviaire, aéronautique et spatiale.

Les principaux secteurs concernés par du chômage partiel en novembre 2009 (NAF 2008)	Effectifs prévus	Heures autorisées prévues	Nombre d'établissements
Fabrication de matériels de transport dont aéronautique	2101	101 365	6
Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	1385	65 876	50
Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège	1287	54 868	23
Fabrication de machines et équipements	959	43 099	14
Industrie du papier et du carton	682	15 560	4
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	539	21 196	21
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	486	24 204	10
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	397	10 969	41
Travaux de construction spécialisés	308	22 957	34
Entreposage et services auxiliaires des transports	291	5 608	13

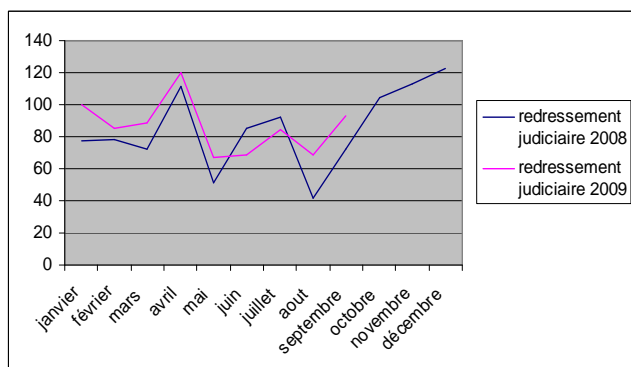
Source : DRTEFP, base Sinapse arrêtée au 31/10/2009

- Immatriculations – Radiations d'entreprises (source info greffe)

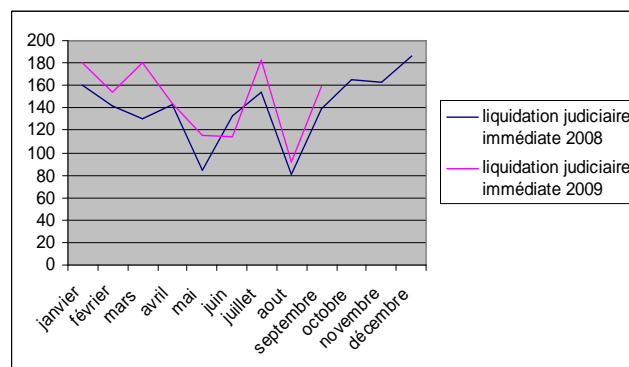
Le nombre d'immatriculations d'entreprises reste inférieur en 2009 par rapport à 2008 (-3 462 sur les 9 premiers mois de l'année, soit 13 073), tout en conservant la même saisonnalité. Le nombre de radiations a relativement peu augmenté (+147 sur les 9 premiers mois de l'année, soit 8 591).



- Redressements judiciaires (source info greffe)



- Liquidations judiciaires (source info greffe)



Toujours avec la même saisonnalité que l'an passé , il y a en cumul depuis le début de l'année 96 redressements judiciaires supplémentaires par rapport à 2008, soit 776 redressements et 154 liquidations judiciaires supplémentaires, soit 1 321 liquidations.



Chiffres clés 2008 :

- ✓ 3,12 millions d'habitants (5,1% national)
- ✓ 178 000 établissements industriels, commerciaux et de service
- ✓ 1,21 million d'emplois dont 1,07 million de salariés
- ✓ 87 Md € de PIB (6e région) et 1,9 Md € d'excédent commercial en 2008

Secteur Primaire : Agriculture, sylviculture, pêche

Adéquation emploi-formation en viticulture, la DRAAF tire la sonnette d'alarme.

La filière viticole régionale aborde un virage essentiel pour son avenir. Le non renouvellement des chefs d'exploitations et des salariés constitue un phénomène d'ampleur. Ce constat peut être porté sur beaucoup d'autres régions viticoles mais l'importance économique et le nombre d'emplois générés par cette activité rendent cette situation très préoccupante en Aquitaine.

D'ici dix ans, la viticulture aquitaine va manquer de bras, mais également de têtes.

En moins de 10 ans, la moitié des exploitations va changer de dirigeant. Actuellement, la pérennité des exploitations est assurée par le remplacement du partant par son conjoint. Mais près d'un chef sur deux a plus de 50 ans en 2008. Pour les deux tiers des 3000 exploitations viticoles, la succession n'est pas assurée.

Il s'agit non seulement d'exploitations individuelles de faible taille (moins de 10 ha) mais, et c'est un fait nouveau, on trouve maintenant des formes sociétaires avec des surfaces dépassant la vingtaine d'hectares.

Le salariat, de plus en plus assuré par des permanents en remplacement de la main d'œuvre familiale, vieillit lui aussi. Les jeunes générations se détournent de cette activité : les effectifs de moins de 35 ans sont en recul de 30% entre 2000 et 2007.

Par ailleurs, les effectifs scolarisés en formation initiale dans la filière viti-vinicole sont en chute libre : réduction de moitié par rapport à 2002. Le flux annuel de sortie de formation s'élève à 200 jeunes alors que l'estimation du besoin se situe plutôt autour de 400 personnes.

Un constat partagé

Le 13 octobre 2009, ces premiers résultats ont été présentés à l'ensemble des intervenants de la filière. Suite aux diverses interventions et propositions, il a été décidé de constituer un groupe de travail avec les participants qui le souhaitent.

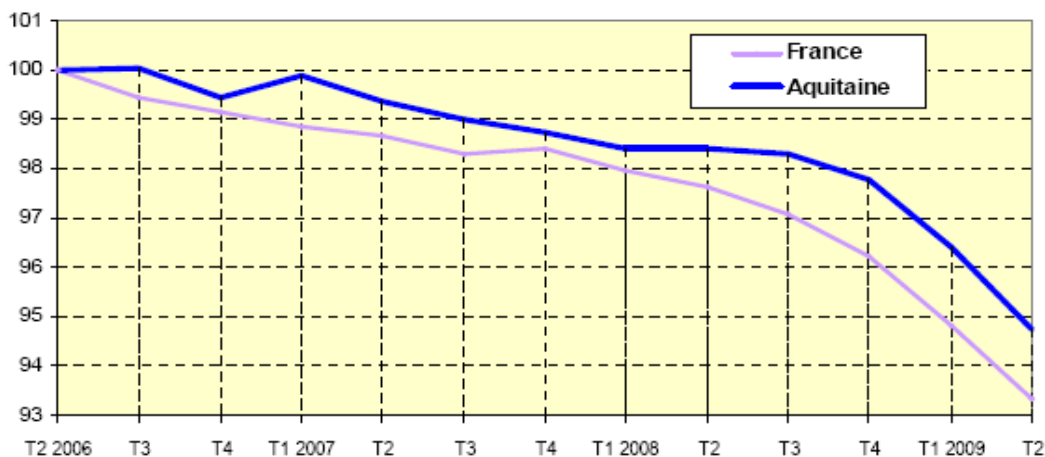
Dans un premier temps, il conviendrait de questionner les viticulteurs de plus de 55 ans sur le devenir de leur exploitation, de préciser leur profil, de déterminer les orientations qu'ils comptent donner à leur exploitation et de connaître le devenir qu'il envisagent pour leurs terres. Une enquête en collaboration avec le centre de formation de l'Insee de Libourne est donc mise en place. La première réunion du groupe de travail s'est tenue le 27 novembre. **L'objectif est de réfléchir à ce questionnement de manière à constituer une information utile pour des objectifs opérationnels et la construction d'un projet de la profession.**

Si des premiers résultats peuvent être espérés dans le courant du mois de mars 2010, il est convenu qu'il faudra s'intéresser ensuite à la question du salariat.

INDUSTRIE

Évolution du nombre de salariés dans l'industrie

indice base 100 au 2^e trimestre 2006



Source : Unedic

La production industrielle régionale s'est à nouveau infléchie en septembre, la demande adressée aux entreprises est apparue peu dynamique et l'opinion des industriels sur l'état des carnets de commandes reste réservée.

Les prévisions, toujours empreintes de beaucoup de prudence et d'attentisme, font état d'un nouveau recul de l'activité dans tous les secteurs.

(Source note de conjoncture Banque de France octobre 2009)

1- Automobile

Les données régionales connues confirmeraient la tendance au rebond constatée au plan national, avec des volumes de production qui repartent à la hausse, notamment dans les domaines des transmissions.

2- Chimie

Les prévisions 2009 de la branche, qui établissaient un nouveau recul de la croissance à -1,5%, avec pour effets immédiats un repli massif des investissements (-10 % à -30 %) sont à nuancer. En effet, les spécialités chimiques régionales résistent bien et même continuent à se développer. Depuis septembre, on peut estimer qu'il y a confirmation de ce qui ressemble à une reprise. Les anticipations des chefs d'entreprise demeurent néanmoins très prudentes, 60% des entreprises ayant répondu à l'enquête de l'UIMM constatent une baisse d'activité sur ces marchés et un tiers n'anticipe pas de hausse d'activité.

Seuls les pronostics de l'industrie pharmaceutique sont résolument optimistes pour les trois mois à venir.

3.Construction Aéronautique et Navale

AERONAUTIQUE

Les éléments de conjoncture fournis par l'UIMM confirment la dégradation de la situation sur la fin de l'année qui s'expliquerait par le repli commercial de l'aviation d'affaires et les reports des programmes militaires non compensés par les nouveaux programmes civils encore en projet. Selon la même source, la baisse d'activité dans le secteur de l'armement se stabiliserait avec des anticipations moins défavorables pour le 4^{ème} trimestre. Dans le secteur de l'espace, moins impacté jusqu'à présent, la tendance prévisionnelle anticipée par les entreprises est à la baisse.

Des sous- traitants frappés par la crise économique :

Les grands donneurs d'ordre ont recours au chômage partiel ou fermeture d'usine. Les entreprises sous-traitantes présentes en Aquitaine sur ce secteur font usage de chômage partiel et pour certaines d'entre elles maintenant, de licenciements, même si l'action conjointe de l'État et de la Région, notamment avec des outils permettant au chef d'entreprise de former plutôt que de licencier, adoucit les conséquences sociales.

L'état d'avancement de l'accord cadre (alternative au licenciement) emploi compétences de la métallurgie

L'état d'avancement de l'accord cadre emploi compétences de la métallurgie consolidé au 3 novembre est le suivant :

- 48 entreprises intègrent le dispositif, cela représente un effectif total de 3 532 personnes dont 1 676 bénéficieront d'une formation.
- Le budget mobilisé est au total de 7 216 334 euros abondé pour 62% par l'OPCAIM, pour 9% par l'État, pour 9% par la région, les 20% restants étant à la charge des entreprises.

La typologie des personnes formées, réalisée à partir d'un échantillon de 256 salariés, permet de constater qu'il s'agit de :

- 53% d'ouvriers qualifiés,
- 26% de techniciens et d'agents de maîtrise ,
- 13% d'employés
- 8% de cadres.

Les formations suivies sont principalement :

- 43% des formations certifiantes (liste 2 OPCAIM) donnant lieu à diplôme
- 35 % des formations professionnalisantes donnant lieu à des attestations
- 22 % des formations qualifiantes.

CONSTRUCTION NAVALE

Avec 45 000 emplois sur l'ensemble de la filière et un chiffre d'affaires en 2007 de 5 milliards d'euros réalisées à plus de 60% à l'exportation, l'industrie nautique française résiste mieux que ses concurrents. Alors que le marché mondial a reculé d'environ 50 %, cette baisse a été de 30 % en France contre près de 80 % aux Etats-Unis ou en Espagne. Les quelques entreprises d'Aquitaine ont des situations contrastées, mais septembre et octobre 2009 laissent espérer un retour des commandes, notamment à l'export.

L'Etat financera, à hauteur de 4000 € HT chaque fois, l'intervention de consultants au sein des entreprises qui ne disposent pas des outils suffisants pour engager seules ce travail d'analyse stratégique.

4. Filière Bois

La Banque de France a constaté en septembre une progression marquée de la production de papier-carton, la filière bois affichant quant à elle, un nouveau repli des volumes fabriqués.

Les entreprises landaises sont toujours en difficulté.

5. Industrie agro-alimentaire

1er secteur industriel régional avec 8,8 Md€ de chiffre d'affaires dont 5,8 Md€ hors vin, 600 entreprises hors vin (95% de PME et TPE)

Bien que ce secteur soit le moins touché de l'économie régionale, sa production et ses livraisons se contractent d'un mois sur l'autre, s'accompagnant d'une utilisation moins soutenue de l'outil de production. Les indicateurs tendent vers une contraction du marché et une poursuite de la baisse d'activité.

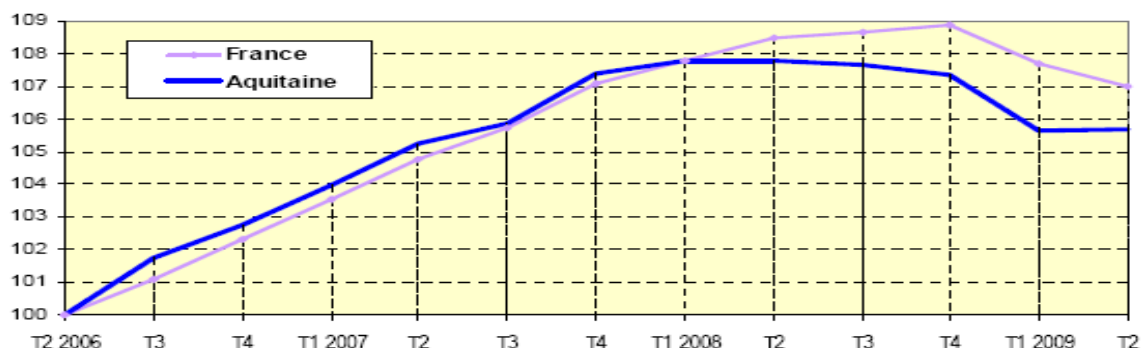
7. Les énergies propres

Depuis le début de l'année, la plupart des implantations de nouvelles structures industrielles font partie de ce nouveau secteur lié aux nouvelles énergies dans le cadre du développement durable. Il peut s'agir de fabrication de pièces pour éoliennes, de fabrication de panneaux photovoltaïques.

Certaines entreprises en difficulté font le choix de se reconvertir ou de se diversifier dans cette nouvelle activité, d'autres s'équipent de surfaces de panneaux photovoltaïques.

Des villes à l'instar de Labouheyre prévoient d'installer un ensemble photovoltaïque sur 71 hectares ; la réalisation et l'exploitation seront assurées par ERDF.

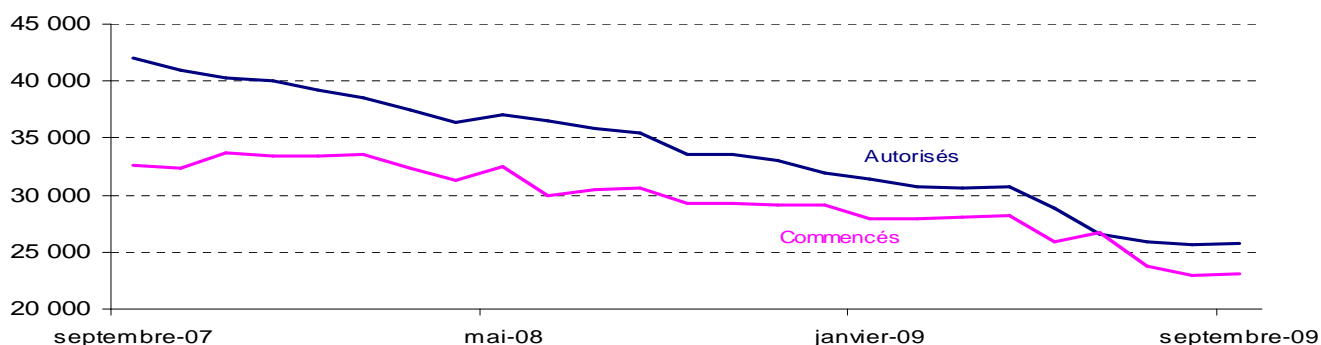
Évolution du nombre de salariés de la construction
Indice base 100 au 2^e trimestre 2006



Source : Unedic

Sur l'ensemble des douze derniers mois, **25 792 logements ordinaires ont été autorisés dans la région, soit un recul de -23% relativement aux douze mois précédents.** Celui-ci concerne tous les types d'habitat. Le collectif demeure plus touché (-29%) que l'individuel (-19%). Pour ce dernier, la chute de l'individuel pur (-24%) reste deux fois et demie plus élevée que celle de l'individuel groupé (-9%). Sur cette période, les parts relatives de chaque type d'habitat sont de 37,5% pour le collectif, de 20% pour l'individuel groupé et de 42,5% pour l'individuel pur.

Logements ordinaires cumulés sur les 12 derniers mois



Au cours du troisième trimestre 2009 en Aquitaine, 6303 logements ont été autorisés

Ce trimestre, et pour la première fois depuis le troisième trimestre 2008, les autorisations des logements ordinaires progressent de 15% et les mises en chantier affichent une évolution similaire de 14%. Mais la décline des volumes du collectif et dans une moindre mesure de l'individuel groupé pour les autorisations comme pour les mises en chantier au profit de l'habitat individuel pur confirme la fragilité de la conjoncture.

Source DRE

Sur la période des douze derniers mois, d'octobre 2008 à septembre 2009, la surface autorisée pour la construction de **locaux non résidentiels** a dépassé les 2 millions de m² et reste stable par rapport à la même période un an auparavant (-0,8%) alors qu'elle a décliné de 9,4% en France Métropolitaine.

Les mises en chantier, pour la même période ont néanmoins décliné de 9,7% mais moins fortement qu'en moyenne nationale (-19,7%), elles représentent 1,8 millions de m².

Source Commissariat général au développement durable

Quatre pôles de compétitivité en Aquitaine

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire donné, des entreprises, des laboratoires de recherche et des établissements de formation pour créer les synergies nécessaires et donner à notre économie la compétitivité qui doit être la sienne dans cadre de la mondialisation. **A ce jour 71 pôles de compétitivité ont été labellisés, dont 4 en région Aquitaine :**

le pôle Aerospace Valley

Le pôle de compétitivité Aerospace Valley (AESE) compte parmi les 5 pôles mondiaux et regroupe plus de 540 membres dont 240 entreprises. Une partie de son plan d'action à l'international consiste à mettre en place en liaison avec UBIFRANCE, des VIE dans 6 pays cibles. Un accord a par ailleurs été signé, en juin dernier, avec le « California Space Authority » pour développer des partenariats.

le pôle Prod'innov

Prod'innov couvre plusieurs secteurs : la santé et le médicament, l'agro-alimentaire, et la nutrition. Ce pôle regroupe, parmi ses membres actifs, de nombreuses PME (< 250 salariés) et des centres de formation et de recherche dont l'ITERG, et l'Institut des Sciences et Techniques des Aliments de Bordeaux . A l'international des partenariats scientifiques sont en cours avec notamment l'université de Laval au Québec.

le pôle Route des lasers

Ce pôle regroupe 70 entreprises autour de l'investissement du Laser Mégajoule. Cette filière industrielle s'appuie sur des PMI innovantes en pleine croissance, des grandes entreprises leaders sur leurs marchés, des start-up technologiques, une des plus fortes concentrations **européennes** de chercheurs spécialistes en optique-lasers et photonique et un centre de ressources technologiques Alphanov qui soutient plus de 140 projets.

le pôle Xylofutur

Le Pôle de Compétitivité Xylofutur a pour mission principale de faire émerger des projets au profit de la filière forêt-bois-papier d'Aquitaine . L'Etat est notamment partenaire du projet INOVAPIN 2010 qui réunit autour d'un designer, l'université Bordeaux 1, un cabinet d'architecte, une entreprise de veille, un consultant en process industriel et un fabricant de meubles.

L'actualité des pôles de compétitivité.

Lancement du 9e appel à projets du Fonds unique interministériel (FUI).

Le FUI sélectionne et soutient des projets collaboratifs dans le cadre d'appels à projets dont la 9e édition a été lancée par les ministres en charge de la politique des pôles de compétitivité le 20 octobre. **La date limite de dépôt des candidatures est fixée au vendredi 27 novembre.**

A ce jour, les 4 pôles aquitains ont labellisé plus de 300 projets de R&D. Ces projets ont obtenu des plus de **270 M€ de financements publics dont 210 M€ de la part de l'Etat.**

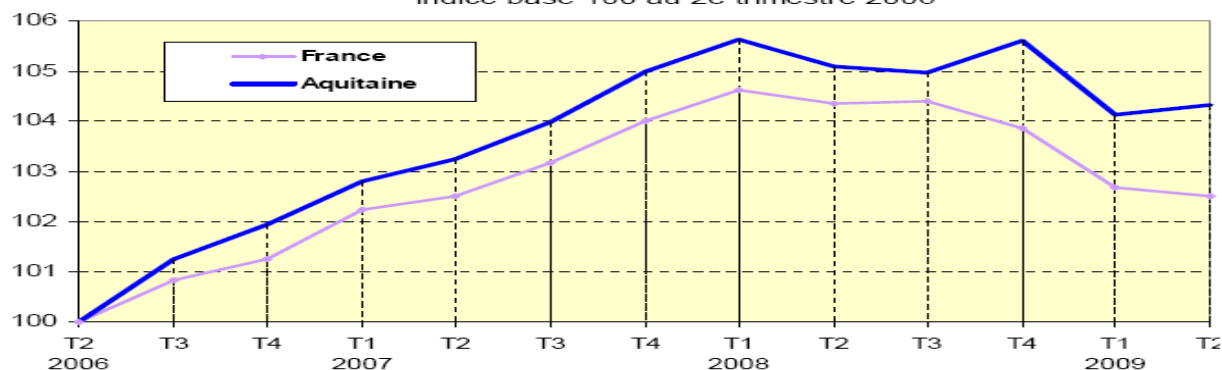
Appel à candidature sur les thématiques des Eco-technologies

Durant la phase 2 de la politique des pôles il n'est pas prévu de nouvelle labellisation excepté pour couvrir les thématiques liées aux **écotechnologies, en cohérence avec le Grenelle de l'Environnement.**

En Aquitaine, deux candidatures ont été présentées à l'analyse du Préfet : celle du pôle régional **CREAHD** (Construction Ressources Environnement Aménagement et Habitat durables) et celle du pôle **AVENIA** oeuvrant sur les thématiques liées aux géosciences et à l'énergie. Les nouveaux pôles devraient être annoncés lors d'un CFACT en décembre qui devrait également annoncer les résultats de l'évaluation des 13 pôles dits de catégorie 3 dont l'évaluation a d'ores et déjà débuté et qui concernent Prod'Innov en Aquitaine.

TERTIAIRE

Evolution du nombre de salariés du secteur tertiaire
indice base 100 au 2^e trimestre 2006



Source : Unedic

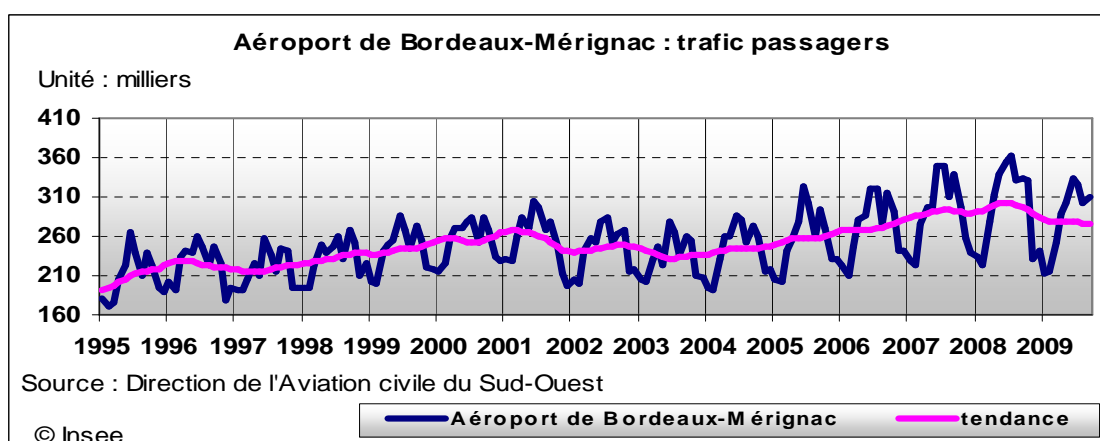
1. Transports

Transports routiers de marchandises

L'inquiétude est toujours présente dans le secteur. Les entreprises se recentrent sur les secteurs les moins touchés par la crise, transports alimentaires, transports frigorifiques. La remontée des cours du gazole observée depuis l'été est un facteur d'inquiétude supplémentaire.

Transport aérien

Lors du mois de septembre 2009, l'aéroport de Bordeaux-Mérignac a enregistré un trafic passagers global de 305 000 personnes, chiffre en baisse de 7,9% par rapport à septembre 2008. Le trafic domestique a fléchi de 3,1% ; le trafic international reculant de 15,9%. Depuis le début de l'année, le cumul s'inscrit à 2 512 000 passagers, en repli de 8,4% par rapport à la même période de l'année passée.



A Bordeaux, la nouvelle aérogare en cours de construction destinée aux compagnies low cost devrait être mise en service en mai 2010. Six compagnies sont actuellement installées en Gironde qui représentent 15% du trafic de l'aéroport de Bordeaux. La compagnie Ryanair qui vient de s'installer va mettre en place courant décembre de nouvelles lignes vers la Belgique et début 2010 vers le Portugal, l'Italie et l'Ecosse.



NEGOCIATION COLLECTIVE EN AGRICULTURE

Après la Gironde, les partenaires sociaux de l'agriculture des départements des Landes, du Lot-et-Garonne, des Pyrénées-Atlantiques viennent de négocier deux accords collectifs qui amélioreront au 1 janvier 2010 le statut du salariat agricole le mettant sur ce point sensiblement au niveau des autres branches professionnelles.

Un accord de prévoyance lourde complétera le revenu des salariés en incapacité temporaire jusqu'à trois années, mais aussi en cas d'incapacité permanente ou d'invalidité.

Une assurance complémentaire santé collective complétera les prestations en nature versées par la Mutualité Sociale Agricole en cas de maladie ou d'accident du travail. Cet avantage pourra être étendu à la famille du salarié.

RELATIONS ET CONDITIONS DE TRAVAIL

- **Les conseillers des salariés** sont désormais sollicités très en amont des procédures ce qui traduit l'isolement et l'insécurité des salariés.

- Dans le cadre du plan d'urgence pour la prévention du stress au travail, la DRTEFP, en partenariat avec l'ensemble des préventeurs, organise le, 4 décembre 2009 au centre Condorcet à Pessac, un séminaire à destination des entreprises de plus de 200 salariés.

CAMPAGNE DE CONTROLE

Une campagne de contrôle de l'inspection du travail a été menée auprès de 130 restaurateurs de la côte Basque. 48 restaurateurs étaient en infraction par rapport à la durée du travail, quinze d'entre eux ont été condamnés.